

Coller ci-dessous l'étiquette code barre
correspondant à l'épreuve

T1 - 00188



0269-00-930076

ESSEC_ESH

Date : 27/04/2018 Epreuve / Sous épreuve : ESH ESSEC

Code Epreuve : 269

Nombre de copies supplémentaires :

Note

attribuée :

20

Scribe: Gh23
rebar: Sh24

"La démondialisation n'aura pas lieu": telle est la thèse présentée par Sébastien Jean dans L'Économie mondiale 2018 (2017). Mais qu'à la fin de la mondialisation, on assisterait aujourd'hui davantage à un "retour à la normale". La mondialisation contemporaine serait-elle irréversible ?

Si la mondialisation - ce processus de "hausse des échanges et des flux humains, permis par la baisse des coûts de transports d'une part et l'abandon des barrières artificielles aux échanges de biens et de services, et dans une manière même des personnes" comme la définit RODRIGUEZ - est un processus ancien qui remonte à l'Antiquité, on distingue sur le plan historique, des phases d'essor et d'arrêt, laissant penser que la mondialisation, dans ses dimensions économique, financière, humaine ou productive, n'est ni un phénomène linéaire, ni irréversible. Il s'agit alors de distinguer l'irréversibilité selon différents degrés d'intensité : Au sens strict, cela signifierait qu'un arrêt total ou qu'une démondialisation, qu'un retour à l'ère autarcique serait possible. Au sens large, on peut le comprendre comme le ralentissement de la dynamique, comme une pause dans

l'intégration économique mondiale et un essoufflement peut-être, de ses effets, conduisant, parce que la mondialisation est bien un processus, à une inflexion ou des changements. L'enjeu est alors d'interroger le caractère irréversible sur le plan quantitatif (ampleur) et qualitatif (nature de la mondialisation).

À l'heure où le commerce mondial a en moyenne ralenti depuis 2008 (-2% de croissance entre 2008 et 2016 contre 6,7% entre 2000 et 2008), où les contestations de la mondialisation sont importantes dans les PDEM et où des tentatives protectionnistes et mercantilistes refont surface particulièrement aux États-Unis, la question de la possibilité de l'irréversibilité de la mondialisation contemporaine apparaît, plus que jamais, d'actualité. Assisteront nous alors à la fin de la mondialisation ou bien cette dernière prendrait-elle simplement un nouveau visage ?

Et dans quelle mesure la mondialisation est-elle un processus irréversible ?

Si la mondialisation n'est pas un phénomène irréversible et si la démondialisation est une voie possible, le scénario d'une pause dans la mondialisation contemporaine, accompagné d'une transition vers "une nouvelle ère de la mondialisation" apparaît plus probable (II)

* * *

Au regard des faits et de l'histoire économique d'abord, la mondialisation n'est pas un phénomène irréversible (A). Aujourd'hui, des causes à la fois structurelles et conjoncturelles peuvent suggérer une tendance à la démondialisation (B), mais dont les conséquences seraient critiques, laissant croire que le scénario est peu probable (C).

L'histoire économique montre que la mondialisation n'est pas un phénomène irréversible. Après la libéralisation des années 1840, amorcée en Angleterre, avec l'abolition des corn laws et le droit d'exporter des machines (1843), la Grande Dépression (1873-1896) et ses crises agricoles ont conduit à la résurgence de mesures protectionnistes, en particulier en France avec les tarifs MÉLINE (1892) et MENDELÉEV en Russie. De ce fait, le commerce mondial reste limité jusqu'à dans les années 1920. En revanche, ni les flux de biens et services demeurent contraints par les barrières douanières, le niveau d'intégration financière demeure très important (FELDSTEIN et HURDICKA, 1980) : il existe une relative faible corrélation entre épargne nationale et investissement. Toutefois, la crise de 1929 constitue une rupture cruciale, tant pour l'intégration économique (politiques non coopératives, "beggar-thy-neighbour" selon l'expression de SMITH, tarifs HAWLEY-SMITH en 1936 aux États-Unis) que financière (reflux des capitaux), et conduit à la fragmentation du monde en zone

Ainsi, la "première mondialisation" apparaît s'être interrompue brusquement et radicalement, conduisant certains auteurs à parler de véritable "phase de démondialisation" par la période 1920-1930. Par ailleurs, le niveau d'intégration financière de 1914 ne sera retrouvé qu'en 1990, pendant l'hyperglobalisation contemporaine. L'hyperglobalisation qui, semble avoir à nouveau subi les conséquences d'une crise mondiale : en 2008, la baisse de 2,2% du PIB mondial a provoqué une baisse en valeur de 10,6% du commerce international. Par conséquent, affirmer que la mondialisation serait un phénomène complètement et absolument irréversible se heurte inévitablement à des contradictions historiques puisque des phases de "démondialisation" temporaires ont existé.

Aujourd'hui, des causes conjoncturelles et structurelles peuvent laisser penser que la mondialisation contemporaine serait un processus possiblement réversible. La chute du commerce international en 2008 et sa reprise timide jusqu'en 2016 peut effectivement conduire à une phase de démondialisation, à l'heure où l'OMC compile 3000 mesures protectionnistes depuis 2008, dont 2200 seraient encore actives, et ce, sans compter les menaces de D. TRUMP. Concernant la mondialisation "humaine", le journal The Economist a alerté en Avril 2018 que les États-Unis allaient enregistrer leur plus faible taux d'immigration depuis les années 1970, et

aux décisions du président américain.

Mais plus largement, la fin ou l'arrêt de la mondialisation semble se dessiner comme une tendance plus structurelle. Si le processus de Division Internationale du Processus Productif (DIPP, LASSUDRIE-DUCHÊNE, 1986) semble s'effaçonner, cela est notamment lié à la stratégie de recentrage sur le marché intérieur de la Chine.

Or, le poids de la Chine dans le commerce mondial a été multiplié par 6 depuis 2000 selon les données de l'OCDE. À cela il faut ajouter certainement la crise du multilatéralisme et de la gouvernance de la mondialisation : depuis les années 1980, les contestations se sont accrues en particulier chez les classes moyennes des PDEM (Global Inequality, MILANOVIĆ, 2016 : "elephant curve"), et l'OMC semble avoir perdu de sa légitimité. Une crise institutionnelle trop prolongée peut alors laisser craindre une tendance à la démondialisation. Comme l'explique KINDLEBERGER dans The International Economic Order (1988), c'est le manque de leadership - la Grande Bretagne voulant le conserver mais ne pouvant l'assurer, et les États-Unis refusant d'assumer leur position dominante - qui a conduit à la fragmentation du monde en zones commerciales. De ce fait, des similitudes semblent se dessiner entre le contexte actuel et celui des années 1920 et 1930, interrompant le processus de la 1^{ère} mondialisation. Si de fait, les États-Unis semblent être les leaders dans ce monde multipolaire,

TRUMP semble avoir choisi la voie de l'isolationnisme, rendant les doutes quant à la possibilité de la poursuite du processus, relativement fondés.

Les conséquences d'un tel arrêt voire d'une réversibilité du processus de la mondialisation seraient telles que cela peut laisser penser, ou du moins, espérer que la tendance ne saurait être durable. Aussi bien dans les PDEM que dans les PED, les organisations internationales alertent sur les réallocations de facteurs qu'engendrerait une rupture du processus de mondialisation et qui seraient, au moins aussi importants que celles provoquées par l'ouverture des économies. Pour le facteur capital comme le note P. N. GIRAUD dans La Mondialisation Émergences et Fragmentations (2012), un retour au protectionnisme serait une catastrophe pour les PMA africains, l'épargne étrangère permettant de délier le lien conditionnel entre épargne domestique et investissement permettant de rompre le cercle vicieux du sous-développement induit par la pauvreté (NURKSE). Plus en ce qui concerne les coûts immédiats d'un retour au protectionnisme, EMLINGER et FONTAONÉ estiment que si tous les biens d'un panier de consommation type étaient produits en France, alors ce panier serait renchéri de 100 à 300 euros par mois ("(Not)Made in France", 2013). Effectivement, le choc déflationniste dû à la concurrence internationale sur les biens intermédiaires (hors énergie)

et les biens de consommation depuis les années 1980 laissent penser qu'un retour abrupt à l'ère autarcique ne paraît ni probable, ni souhaitable.

Ainsi, ni historiquement la mondialisation a connu des arrêts, et ni aujourd'hui des tensions conjonctuelles et structurelles laissent penser qu'un retour à la mondialisation est possible, il semble légitime d'affirmer qu'au regard des pertes potentielles, la démondialisation ne sera pas finalement la voie empruntée. De ce fait, le scénario d'un ralentissement ou d'une pause dans la mondialisation apparaît plus probable.

* * *

La mondialisation contemporaine ne paraît pas absolument réversible; sur le plan quantitatif le scénario d'une pause apparaît plus raisonnable car il existe des facteurs structurels qui préservent la continuité du processus de mondialisation et ses acquis (B). En revanche, il est vrai que la mondialisation pourra, sans faire un retour en arrière absolu, changer de forme, et prendre un autre visage que celui de l'hyperglobalisation (C).

Le constat établi en première partie mérite d'être relativisé, d'abord parce que la mondialisation est un phénomène ancien qui remonte à l'Antiquité et qui apparaît ainsi, comme un processus - certes ponctué de phases de repli - mais un processus avant tout dualiste. De plus, concernant les craintes des institutions internationales sur le ralentissement du commerce international, ces dernières peuvent être rassurées par les derniers chiffres : le commerce international de biens et services a crû de 5% en 2017, chiffre que rappelle notamment Benoît COURÉ dans ses récentes conférences à la BCE. De plus, si la mondialisation financière a ralenti suite à la crise de 2008, il apparaît excessif de parler d'une tendance à l'irréversibilité du processus dans la mesure où les IDE ont été relativement résilients et où les flux bancaires en ont essentiellement pâti ("The Great Retrenchment", MILESI-FERRERI, TILLE, 2016). De plus, les flux financiers (en incluant les transactions de changes) représentent en 2015, 65 fois le PIB mondial. Finalement, pour mieux rendre compte de la mondialisation économique, peut-être faudrait-il changer d'indicateur de mesure : le ralentissement du commerce international sur la période 2008-2016 étant essentiellement lié à la baisse des prix provoquée par la chute du prix du baril de pétrole. De plus, mesurer le commerce en valeur pose le problème de double comptabilité, d'où l'initiative

"Made in World" de l'OCDE de mesurer le commerce en valeur ajoutée pour mieux rendre compte des flux économiques mondiaux.

Si le commerce international et la mondialisation n'ont connu qu'un ralentissement suite à 2008, c'est avant tout par l'existence de facteurs structurels et institutionnels. D'abord, ce qui a permis la mondialisation et l'intégration des économies, c'est bien, selon la définition de RODRIK, la baisse continue et structurelle des coûts de transport et des coûts de transaction. Si Paul BAIROCHI évalue que les coûts de transports ont été divisés par sept depuis le XIX^{ème} siècle (Mythes et paradoxe de l'histoire économique), ces derniers et les coûts de communication risquent pas d'augmenter, mais bien de diminuer encore pour les prochaines années. Ainsi, ce qui a fondamentalement permis la mondialisation n'est pas réversible, ce qui rend difficile de penser la réversibilité du phénomène - même. De plus, concernant la baisse des barrières aux échanges, ces dernières demeurent véritablement institutionnalisées et la gouvernance de la mondialisation a été relativement efficace, en particulier suite au choc pétrolier de 1973 (Tokyo Round de l'OMC) où le recours au protectionnisme a été minimal, soit le commerce international a simplement ralenti. En 2001 le G20 a affirmé sa volonté d'éviter tout recours au pro

tectionnisme. C'est ainsi que dans "The Protectionist Non-Judge", Paul KRUGMAN explique que c'est grâce aux gardes-fous que sont l'OMC et le FMI, couplés de la volonté de préserver les acquis de la mondialisation qui a conduit à limiter les mesures restrictives, qui ne concernent finalement que 5% du PIB mondial. De plus EICHENGREEN pointe, en plus des organisations internationales, le fait que les dirigeants politiques en 2008, avaient en tête les conséquences du retour au protectionnisme généralisé via des politiques non-coopératives, les empêchant ainsi de mettre en pratique de telles mesures (Hall of Mirrors, 2009). Si la mondialisation a connu des phases d'arrêt, ces dernières ont été si coûteuses que les dirigeants ont voulu éviter la voie de la démondialisation.

S'il ne faut pas craindre de démondialisation, d'abord parce qu'il s'agit plus d'un ralentissement que d'un arrêt, et aussi parce que des facteurs institutionnels et structurels ne vont pas dans ce sens, il est vrai que la trajectoire jusqu'à présent suivie par l'hyperglobalisation depuis les années 1980, semble s'infléchir. Sans parler de réversibilité, la mondialisation pourrait - tout en essayant de conserver ses acquis - prendre un nouveau visage pour limiter les effets pervers qu'elle a induits. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'irréversibilité relative de la mondialisation en tant que pro

compte dualité, mais d'envisager une nouvelle ère de la mondialisation, en espérant que ses effets pervers soient partiellement réversibles. Dans la sphère financière, de nombreuses mesures de régulation et de supervision ont été mises en place dans les PDEM (2010: les DODD Frank aux États-Unis, Union bancaire et Bâle III en Europe) et les PED sont invités à user d'instruments macroprudentiels, à l'instar du contrôle des capitaux ("Dilemma, not trilemma", Hélène RAY, 2013) pour prévenir la survenue de chocs. Dans La Grande Désillusion, (2002) STIOLITZ prend lui l'exemple de "l'encaje chilien" qui encourage les IDE et décourage les investissements de portefeuille : sans être en contradiction avec la globalisation financière, l'enjeu est alors de trier, filtrer les investissements qui ont un effet positif et durable sur la croissance. De plus, concernant le climat, si la proposition de "club climatique" par NORDHAUS apparaît théoriquement satisfaisante, cette dernière demeure complexe à mettre en œuvre au regard des droits consolidés de l'OMC. L'enjeu est alors celui d'une meilleure coopération internationale qui passerait par un processus nécessaire de légitimation des instances existantes (réformes des quotas-part du FMI). À ces objectifs environnementaux, s'ajoute ceux de la modération de la hausse des inégalités internes, la mondialisation étant responsable à 50%. (P.N. GIRAUD, ibid)

Ainsi, si la mondialisation ne demeure pas réversible,

sible compte tenu des forces structurelles qui la nous-tendent, l'enjeu est donc bien de rendre la mondialisation durable et d'orienter son évolution pour éviter de subir son caractère irréversible

* * *

Ainsi, ni la mondialisation est un processus qui peut connaître des arrêts voire des rebous en arrière la tendance à l'intégration mondiale est ancienne et son institutionnalisation crée des "effets de cliquet" qui rendent difficile une réversibilité absolue.

Par conséquent, ni l'intégration des économies des économies n'est pas un processus réversible, la mondialisation, sous ses formes modernes ne peut se présenter comme "nécessaire" : si certes, la mondialisation, ne peut pas - ou ne peut plus -, ne plus être, elle peut toujours être autrement, et par conséquent, changer de visage. Toutefois, cela implique des concessions et de protéger la mondialisation de ses protecteurs les plus radicaux, qui craignent que la mise en place de mesures macro-prudentielles ou de potentielles restrictions temporaires, conduisent à la réversibilité du phénomène. En somme, peut-être faudrait-il protéger la mondialisation de ses propres "cheerleaders" ("How to protect globalization from its own cheerleaders"; KRUGMAN, 2010).